

United Nations

MM

TRUSTEESHIP

Nations Unies

TUTELLE

UNRESTRICTED

T/P.V. 16

15 April 1947

French

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4) toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEIZIÈME SEANCE

tenue à Lake Success, le mardi 15 avril 1947

à 14 heures.

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (États-Unis)

Suite de l'examen du point 7 de l'ordre du jour : Adoption du Règlement intérieur provisoire du Conseil de tutelle conformément à l'Article 90 de la Charte (Documents T/1, T/4, T/4/Corr.1, T/AC/1/1; T/AC/1/2, T/AC.1/3).

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous en avons terminé, lors de notre dernière séance, avec l'étude de la section 11 portant sur les questionnaires.

Nous en arrivons maintenant à l'étude de la section 12 du document T/1, au chapitre 14 du document T/4, page 29 du texte français.

(Le Président donne lecture de l'article (36) 79)

LE PRESIDENT (interprétation) : Aucune modification n'est apportée à cet article dans le projet du Secrétariat, si ce n'est l'addition des mots "de tutelle".

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) :
Monsieur le Président, je ne suis pas entièrement satisfait de la date limite établie par cette règle.

Je ne veux pas faire perdre le temps du Conseil et vous exaspérer, Monsieur le Président, ainsi que le délégué de l'Irak, qui attachez tant d'importance à la rapidité. Néanmoins, je voudrais faire ressortir qu'il est aussi essentiel de faire bien que de faire vite.

Si vous le permettez, je vais examiner rapidement les conséquences qu'aurait l'adoption de cet article.

Il est dit que le rapport doit être envoyé un mois avant la session. Il est possible qu'il soit envoyé plus tôt, mais il est possible également qu'il ne le soit pas. Pour ma part, je suis prêt à parier qu'il ne sera pas communiqué un mois avant la session. En effet, il est évident que le Secrétaire général ne va pas tout abandonner pour se

précipiter sur les rapports et les distribuer immédiatement. Il peut se passer un jour, deux jours, quatre jours, avant que le courrier ne soit ouvert et que le rapport soit examiné par le Secrétariat. N'oublions pas que les membres du Secrétariat sont des êtres humains et non pas des pigeons voyageurs. Ils ont autre chose à faire que de se dire : "Voilà le rapport que nous attendons; il faut l'envoyer immédiatement à 9.000 milles d'ici, à Sir Carl Berendsen". Des jours entiers passeront avant que cette distribution puisse commencer. Puis, ce rapport sera envoyé par courrier. J'ai déjà remarqué que le Secrétaire général n'aime pas beaucoup le courrier aérien. En admettant même qu'il envoie ce rapport par poste aérienne aux membres de ce Conseil - et par membre de ce Conseil, j'entends le Gouvernement qui en fait partie, et non pas le représentant de ce Gouvernement qui siège ici - jamais ce Gouvernement ne recevra le rapport en temps voulu pour l'examiner et donner des instructions. Finalement, la conséquence en sera que nous discuterons ce rapport au sein de ce Conseil avant même de l'avoir reçu.

Je veux bien admettre que la situation de la Nouvelle-Zélande est la plus mauvaise à cet égard. Je veux bien admettre également que l'article suivant de notre Règlement intérieur, l'article 80, prévoit qu'afin de faciliter les travaux du Conseil de tutelle, les exemplaires des rapports peuvent en même temps être envoyés directement aux membres du Conseil. Je voudrais d'ailleurs demander que cette disposition devienne obligatoire, en temps utile, et que le mot "peuvent" soit remplacé par "doivent".

Prenons le cas le plus favorable et supposons que l'autorité chargée de l'administration envoie le rapport simultanément à tous les membres du Conseil, ou bien que le Secrétaire général renvoie immédiatement ce rapport par courrier aérien; néanmoins, il y a des délais, et des journées sont perdues ici et là. Dans le cas de mon

pays, par exemple, même si l'on emploie le courrier aérien, il n'y en a qu'un par semaine. En admettant que l'on arrive justement à le prendre, dix jours s'écouleront cependant avant que le rapport ne nous parvienne. Donc, deux semaines déjà du mois prévu par l'article 79 se seront écoulées, et j'envisage ici un cas plutôt favorable. Le membre de ce Conseil représentant la Nouvelle-Zélande ne recevra donc le rapport que lorsque deux semaines du mois auront déjà passé.

Il faudra l'étudier avant que le Gouvernement puisse donner des instructions à son représentant et il faudra probablement que les autorités métropolitaines puissent consulter les autorités du territoire sous tutelle. Tout cela me paraît extrêmement difficile. Je dois dire d'ailleurs que je ne m'opposerai pas à l'adoption de cet article; je ferai ici ce que j'ai fait bien souvent, avec bonne grâce j'espère, je m'abstiendrai. Toutefois, si le Conseil décide de conserver cette date limite prévue par l'article 79, je serai simplement satisfait d'avoir expliqué les difficultés qui en résulteraient ainsi que mon point de vue.

Je voudrais, avant de terminer, lancer ma flèche de Parthe et dire à ceux qui estiment qu'un délai d'un mois est suffisant, qu'ils ne connaissent pas les conditions du travail.

M. RYCKMANS (Belgique): Il me semble que cet article attelle la charrue avant les boeufs. La question ne se pose pas de savoir quand les puissances chargées de l'administration doivent envoyer leur rapport eu égard à la session du Conseil de tutelle, mais bien quand le Conseil de tutelle doit se réunir pour examiner les rapports, après la date où ils ont pu être normalement reçus.

Vous imposez ici une obligation aux puissances chargées de l'administration, en leur déterminant une date dont elles ne sont pas maîtresses. Si vous décidez de réunir le Conseil de tutelle pour l'examen des rapports le 1er mai, par exemple, les puissances chargées de l'administration devront avoir fourni leurs rapports pour le 1er avril; si vous décidez de réunir le Conseil le 1er juillet, elles devront avoir fini leurs rapports pour le 1er juin. Dites-leur simplement à quelle date ou combien de temps après la clôture de l'exercice le rapport doit être remis. Ce sera alors au Conseil de tutelle à régler ses sessions pour avoir le temps d'examiner ces rapports et d'un délai suffisant pour leur étude préalable avant

qu'ils ne viennent devant le Conseil, ainsi que le délai nécessaire pour rédiger et présenter son rapport à l'Assemblée générale.

Mais je demande en ce qui concerne les obligations imposées aux puissances chargées de l'administration, que l'on fixe un délai après la clôture de l'exercice, dans lequel le rapport devra parvenir au Secrétaire général. Quand nous aurons fait cela, nous verrons à quelle date il faut fixer la réunion du Conseil de tutelle.

Je rappelle qu'on a fait la même chose en ce qui concerne les renseignements à fournir par les puissances chargées de l'administration de territoires non autonomes, pour lesquels ces renseignements doivent parvenir au Secrétariat général pour le 30 juin. Ici, il faut déterminer une date de clôture pour l'exercice sur lequel on fait rapport.

M. MAKIN (Australie) (interprétation): Je suis parfaitement d'accord avec tout ce que vient de dire le délégué de la Nouvelle-Zélande. J'estime qu'il a fait preuve de réalisme en montrant aux membres du Conseil de tutelle les raisons valables pour lesquelles le délai ici prévu ne semble pas du tout adéquat.

En effet, si en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, les délais sont insuffisants, que dirai-je de l'Australie qui se trouve plus loin, géographiquement, de ce pays, que la Nouvelle-Zélande? Je suis tout à fait d'accord avec lui pour protester contre le délai indiqué ici. Il semble qu'il soit nettement insuffisant pour, à la fois, recevoir les rapports, considérer avec attention leur contenu dans le temps voulu et également, donner des instructions aux délégations des différents Gouvernements.

Vous savez que notre tâche est de travailler bien et sérieusement, nous devons cela aussi bien aux Membres des Nations Unies qu'aux peuples qui habitent dans les territoires sous tutelle. Pour cela, il faut que nous ayons assez de temps pour examiner les rapports que nous aurons à étudier ici et pour les discuter.

Je sais bien que le Secrétariat est une institution administrative semblable aux autres, mais je dois, malgré tout, lui rendre hommage car il a toujours travaillé avec une grande rapidité. Cependant, cela n'est pas suffisant pour que, dans les délais qui nous sont impartis ici les rapports puissent être à la fois expédiés et examinés avec toute l'attention qu'ils méritent.

J'arrive maintenant au deuxième point qui a été soulevé par le délégué de la Belgique et il me semble que, là encore, il y a une certaine difficulté. Tous les rapports ne seront pas, en effet, reçus à la même date. Cela dépend de l'époque à laquelle l'année se termine pour les différentes puissances tutrices. Certaines puissances pourront envoyer leurs rapports pour le 1er avril, d'autres seront incapables de le faire avant les deux mois qui suivront.

Il n'est donc pas possible de déterminer la date à laquelle ces rapports seront envoyés si nous n'avons pas, par ailleurs, fixé la date à laquelle se réunira le Conseil de tutelle. C'est une date qu'il est en quelque sorte indispensable de déterminer auparavant.

La meilleure solution consisterait, à mon avis, à accepter les documents qui ont été reçus dans les délais et de les examiner. Nous pourrions jamais garantir si nous aurons ou non la possibilité de considérer tous les rapports à une session déterminée. Nous devons d'abord déterminer les dates approximatives des sessions du Conseil de tutelle. Les puissances tutrices pourront ensuite prendre les mesures nécessaires pour que leurs rapports parviennent en temps voulu, afin d'être examinés lors des sessions ainsi fixées du Conseil de tutelle.

Nous devons donc d'abord fixer la date approximative de réunions du Conseil de tutelle, afin de pouvoir déterminer à quelle réunion suivante du Conseil de tutelle ces rapports seront examinés.

LE PRESIDENT (interprétation) : Comme les deux orateurs précédents viennent de le faire remarquer, nous nous trouvons en présence de difficultés réelles et nous devons regarder la réalité en face.

Les dates d'année fiscale et de certaines puissances tutrices sont différentes et j'ai moi-même fait remarquer hier que nous devrions permettre aux puissances d'envoyer leurs rapports annuels à des dates différentes de façon à ce que ceux-ci puissent être examinés lors de nos deux sessions ordinaires annuelles.

Je me suis demandé, au cours de la discussion qui vient d'avoir lieu, en ce qui concerne la situation des puissances tutrices qui suivent l'année du calendrier ordinaire, il n'y aurait pas moyen d'arriver à une solution satisfaisante. Nous avons, dans ce cas-là, deux considérations vitales à envisager. La première est que les rapports ne doivent pas parvenir à l'Assemblée générale plus d'un an après la période que ces rapports couvrent. La deuxième considération, aussi importante, est que les puissances tutrices doivent disposer d'un délai suffisant pour préparer des rapports complets et fidèles dont la considération leur demandera certainement du temps.

Je vais prendre un exemple précis. Supposons que nous envoyons les questionnaires le 15 octobre. Ceux-ci parviendront vers la fin de l'automne aux autorités locales qui commencent à recevoir les statistiques annuelles après le 31 décembre. Nous pourrions peut-être alors demander à ces autorités locales de nous faire parvenir les rapports pour le 15 avril. Je sais qu'il y aurait peu de temps entre le 31 décembre et le 15 avril, mais cette procédure laisserait tout de même, entre le 15 avril et le 1er juin, date envisagée pour la réunion du Conseil de tutelle, une période de six semaines.

Donc ces rapports étant examinés au mois de juin par le Conseil de tutelle, ils pourront être envoyés à temps à l'Assemblée générale en automne; nous pourrions adopter une telle solution pour les puissances tutrices suivant l'année du calendrier ordinaire.

Je ne prends bien entendu pas parti dans cette discussion et je demande l'avis des différents délégués; à mon avis, cette solution me paraît plutôt plutôt pratique.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation): Monsieur le Président, lorsque notre vice-président s'attaque à une question quelconque il est bien difficile de lui résister; ici encore, comme je l'ai fait souvent déjà, je lui donne entièrement raison. Pour aller plus loin qu'il n'espérerait que j'irais moi-même, je dirai que j'accepterais même un délai de deux mois au lieu de six semaines.

Votre suggestion de tout à l'heure, Monsieur le Président, est excellente et je pense que nous devons laisser aux autorités administratives un délai assez long que nous pourrions fixer à deux mois.

Je soulèverai encore une question de langage, à propos de la rédaction de l'article 79.

Il est dit dans le texte français: "le rapport est adressé au Secrétaire général". S'agit-il de la date à partir de laquelle court le délai ou de celle de mise au courrier ou de réception effective par le Secrétariat? Ce sujet serait une mine de discussions pour les puristes, aussi pour éliminer tout doute, pourrait-on modifier légèrement la rédaction de ce texte et lui faire dire: "le rapport doit être reçu par le Secrétaire général... X temps au moins avant la session".

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation): Monsieur le Président, tout à l'heure vous avez suggéré que les autorités chargées d'administration suivent le calendrier ordinaire, pourraient présenter leur rapport le 15 avril.

Je ne dirai pas que, en cas extrême, la chose serait impossible à la Grande-Bretagne mais cela me paraît toutefois très difficile à réaliser.

Le délai limite à la Commission permanente des mandats était fixé au 20 mai, et Monsieur Anker qui faisait partie de cette Commission nous dit que les rapports présentés par le Royaume-Uni l'étaient en général ponctuellement mais qu'il arrivait parfois un certain retard.

A mon avis, les rapports nécessités par le régime de tutelle seront plus compliqués que ceux de la Commission permanente des mandats et nous devons examiner la situation telle qu'elle est.

Les statistiques commencent à arriver vers la fin de l'année sur laquelle porte le rapport, je parle de l'année du calendrier ordinaire. Certaines statistiques arrivent plus tard, ainsi que les statistiques des finances, qui font l'objet des dépenses effectuées en dehors des territoires sous tutelle et des autorités locales.

Donc, les statistiques ne sont pas complètes sinon fort avant dans le mois de février. A partir de ce moment, l'administration locale doit préparer son rapport et il est nécessaire que le gouvernement du Royaume-Uni l'examine et le rédige; en effet, mon gouvernement ne fait pas seulement que de transmettre ce rapport, il doit le vérifier et se rendre compte qu'il est rédigé en bonne forme. Ce rapport doit ensuite être imprimé, ce qui ne prend pas mal de temps surtout si l'on tient compte de la correction des épreuves. Dans ces conditions il sera très difficile de présenter ce rapport pour le 15 avril, la chose serait peut-être possible pour la mi-mai, ou éventuellement, pour le début de mai.

Il y a un autre point sur lequel je désire attirer votre attention; notre Vice-président a parlé de l'article 80 de notre Règlement, qui précise que les exemplaires peuvent être envoyés directement aux membres; ceci est je crois basé sur la procédure adoptée à la Commission permanente des mandats. Il y a cependant une différence considérable avec cette Commission en ce sens que ses membres étaient des individus non responsables

vis à vis des gouvernements dont ils n'avaient aucune instruction à recevoir, ils préparaient donc le rapport eux-mêmes.

Dans le cas qui nous occupe, les membres sont responsables vis-à-vis de leur gouvernement dont ils doivent recevoir des instructions ce qui nécessite une plus longue préparation du rapport. Nous pourrions gagner du temps si, au moment où nous nous apprêtons à mettre le rapport sous presse, nous en envoyions une copie ronéographiée non seulement aux gouvernements membres mais aux membres individuels de ce Conseil, à condition que nous les connaissions.

Ainsi, dans le cas de notre vice-président, nous pourrions envoyer une copie ronéographiée à Washington et une autre à Wellington en Nouvelle-Zélande. Ceci, je le répète, nous permettrait de gagner pas mal de temps.

LE PRESIDENT (interprétation): Pouvez-vous, M. Poynton, suggérer une date à laquelle cet envoi pourrait être fait?

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation): Sans vouloir m'engager, je pense que fin mars par exemple, pourrait être pris en considération.

LE PRESIDENT (interprétation): Si je vous ai bien compris, M. Poynton, votre proposition pourrait se résumer de la façon suivante: si les questionnaires étaient envoyés le 15 octobre aux Puissances tutrices suivant le calendrier ordinaire, la Grande-Bretagne serait en mesure d'envoyer un exemplaire préliminaire aux parties intéressées par exemple le premier avril et le rapport pourrait être soumis au Conseil le premier mai.

M. POYNTON (Royaume-Uni) (interprétation): Je ne suis pas tout à fait sûr que cela soit en complet accord avec la date de réception des questionnaires; hier, nous nous sommes mis d'accord sur le fait que les questionnaires doivent être reçus six mois avant l'expiration de l'année

sur laquelle porte le rapport; toutefois, nous pouvons envoyer une copie préliminaire vers le premier avril. Je le répète, je ne voudrais pas m'engager pour une date fixe, mais la chose serait peut-être possible; après l'impression de l'exemplaire définitif, nous l'enverrions au Secrétaire général.

Je crois néanmoins que le Conseil de tutelle ne devrait pas se réunir au mois de mai, mais plutôt au mois de juin; de cette façon, les membres auraient deux mois pour étudier ce rapport; d'abord, un mois pendant lequel ils pourraient étudier le rapport préliminaire et un autre mois pendant lequel ils étudieraient le rapport définitif imprimé.

M. RYCKMANS (Belgique): Je crois sincèrement que le représentant du Royaume-Uni est optimiste. A ce que vous venez de dire, je ferai remarquer d'abord que la date de l'envoi du questionnaire n'a pas une importance capitale. Ce qui est important, c'est l'intervalle existant entre le moment où l'on commence à envoyer des représentants et le moment où les gouvernements responsables possèdent tous les renseignements et peuvent en tirer des conclusions.

Je suppose par exemple que vous envoyiez le 15 octobre des questionnaires dans lesquels vous demandez le relevé des consultations faites dans les dispensaires ruraux; supposons encore que ces relevés n'aient pu être faits; ce sont là des renseignements que le Conseil de tutelle désire avoir et que les gouvernements ne tenaient pas. A partir du moment où l'on reçoit le questionnaire, on pourra envoyer des instructions aux dispensaires ruraux demandant des renseignements sur les gens qui se présentent à la visite.

Si l'exercice porte sur le premier janvier de l'année du calendrier ordinaire et si on a reçu les questionnaires le 15 octobre 1947, on pourra, à partir du premier janvier 1948, tenir la liste des gens qui fréquentent les dispensaires ruraux, mais non les renseignements pour la période

antérieure à la réception des instructions; donc, la date d'envoi du questionnaire n'a pas d'importance.

En ce qui concerne la date d'envoi des rapports, il est assez paradoxal de dire qu'il faut deux mois avant la réunion du Conseil de tutelle pour permettre aux membres de procéder à l'examen de ces rapports mais il ne faut pas deux mois pour permettre aux autorités de les établir.

L'autorité chargée de l'administration, en l'espèce le Gouverneur du territoire, doit commencer par avoir sous les yeux tous les rapports de ses subordonnés. Ce n'est que de cette façon qu'il connaît la situation. Il doit considérer, lui aussi, ces rapports et il lui appartient de rédiger le sien; il doit le faire dactylographier, et cela prend un temps matériel assez considérable.

De sorte que vous allez demander à celui qui doit faire le travail de fournir celui-ci pour le 1er avril. Cela lui donnera donc trois mois. Ceux qui doivent examiner ce travail disposeront à cet effet de cinq mois, du 1er avril au mois de septembre, date à laquelle ils le présenteront à l'Assemblée générale.

Trois mois pour celui qui doit faire le travail, cinq mois pour ceux qui doivent l'examiner, est-ce raisonnable ? Je ne vois qu'une seule solution. Comme nous désirons avoir les renseignements le plus tôt possible, fixons une limite le plus tôt possible, après la fin de l'exercice. Si cette limite est de quatre mois et demi, comme à la Commission des mandats, c'est le minimum de ce que nous pouvons accepter.

Quatre mois et demi après la fin de l'exercice, le Secrétaire général doit donc être en possession du rapport.

Les rapports seront envoyés immédiatement aux Etats membres. Ils seront examinés à la première réunion du Conseil de tutelle

qui aura lieu à l'expiration du délai minimum fixé pour cet examen.

Si l'on décide que ce délai minimum est d'un mois, on mettra à l'ordre du jour provisoire de la session tous les rapports qui auront été reçus jusqu'au moment de l'établissement de l'ordre du jour provisoire, puisqu'il doit être fait un mois avant la date de la réunion.

Si on estime qu'un mois n'est pas suffisant, on dira qu'au moment de l'établissement de l'ordre du jour provisoire on portera à cet ordre du jour tous les rapports reçus jusqu'à une certaine date, par exemple un mois avant l'envoi de l'ordre du jour provisoire.

Mais le point de départ doit être ainsi fixé. Pour que les Etats chargés de l'administration sachent ce qu'ils doivent faire, il faut leur dire qu'après la fin de leur exercice (que ce soit celui du calendrier ou un exercice se terminant au 31 mars, comme c'est le cas pour l'Australie et la Nouvelle Zélande, ou le 30 juin comme c'est le cas pour les Etats-Unis), x mois après la fin de leur exercice, le secrétaire général doit être en possession de leurs rapports.

A la première réunion, on considère les rapports reçus jusqu'à une date limite de, comme on l'a fait pour les pétitions. C'est la seule façon de rédiger. J'ai une formule qui me paraît acceptable :

"Le rapport annuel préparé par chaque autorité administrative, sur la base du questionnaire établi par le Conseil de tutelle, est adressé au Secrétariat général en temps utile pour être reçu par celui-ci au plus tard X mois après la clôture de l'exercice auquel il se réfère. Le secrétariat

général transmettra sans délai ce document aux membres du Conseil de tutelle. L'ordre du jour provisoire de chaque session régulière comportera l'examen de tous les rapports reçus au moins X jours avant la date d'ouverture de la session".

LE PRESIDENT (interprétation) : Je prie le Secrétariat d'assurer la distribution de cette proposition.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (interprétation) : Quelques observations d'ordre général à propos de cette question.

1. L'étude des rapports envoyés par les autorités chargées de l'administration est chose extrêmement importante, que le Conseil doit effectuer avec le plus grand soin.

2. L'examen et l'étude des rapports ne revêtent pas un caractère aussi urgent et brûlant qu'en ce qui concerne les pétitions.

3. Il ne faut néanmoins pas oublier que l'étude d'un rapport adressé par une autorité chargée de l'administration doit être accomplie au moins un an avant qu'une année complète ne se soit écoulée depuis la date d'élaboration du rapport.

Je crois que ces notions pourraient être incorporées dans notre Règlement, de façon très simple, en ayant à l'esprit les deux considérations essentielles ci-après :

En premier lieu, l'autorité chargée de l'administration doit disposer d'un temps suffisant (à préciser dans le Règlement) pour rédiger, imprimer et adresser le rapport au Secrétaire général.

En second lieu, les membres du Conseil de tutelle doivent avoir le temps nécessaire à une étude minutieuse des rapports, car il va de soi qu'il serait à peine utile de préparer des rapports que personne n'étudierait.

Ceci pourrait constituer deux articles disant en substance :

1. Le rapport annuel envoyé par une autorité chargée de l'administration sur la base du questionnaire établi par le Conseil de tutelle devra être remis à celui-ci au plus tard quatre mois après la fin de l'exercice sur lequel porte le rapport.

2. Les rapports seront étudiés par le Conseil de tutelle dans l'année qui suivra l'exercice sur lequel ils portent, en respectant un délai minimum de trois mois entre la date de distribution aux membres

du Conseil et l'examen proprement dit par ce dernier.

Ainsi, on tiendrait compte du fait que certaines autorités chargées de l'administration observent un exercice coïncidant avec l'année régulière, alors que d'autres procèdent différemment ; on respecterait par ailleurs la nécessité pressante qu'il y a d'étudier les rapports un an au plus après leur rédaction.

Par exemple, pour les autorités chargées de l'administration dont l'exercice se termine au 30 juin, le rapport ayant trait à l'exercice prenant fin le 30 juin 1947 serait étudié avant le 30 juin 1948. Pour les autorités administrantes dont l'exercice coïncide avec l'année du calendrier, les rapports relatifs à l'année 1947 seraient étudiés à l'une des sessions régulières tenues dans le cours de 1948.

Un tel système donnerait quatre mois à l'autorité chargée de l'administration pour établir son rapport et trois mois aux membres du Conseil de tutelle pour l'étudier soigneusement.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le représentant du Mexique veut-il coucher sur le papier sa suggestion et la transmettre au Secrétariat pour diffusion ?

LE PRESIDENT (interprétation) : Je voudrais vous rappeler que le destinataire final de ces rapports est l'Assemblée générale. Or, comme vous dites que ces rapports doivent être pris en considération par le Conseil de tutelle dans l'année, je me demande s'il ne serait pas préférable de dire que c'est l'Assemblée générale qui doit les étudier dans ce délai.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (interprétation) : Je n'ai nullement perdu de vue cette question extrêmement importante, mais j'estime que l'Assemblée générale a à se saisir du travail fourni par le Conseil de tutelle en liaison avec les rapports, et non pas directement du rapport lui-même. Dans le système que je préconise, il est bien entendu que nous informerons l'Assemblée générale, lors de sa session régulière, des travaux auxquels nous avons procédé dans le courant de l'année précédant cette session. Nous pourrions ainsi lui communiquer les résultats de nos travaux concernant le rapport, qui, d'après le système que je préconise, serait venu à l'étude du Conseil de tutelle dans l'année précédant la session normale de l'Assemblée générale.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Monsieur le Président, je voudrais faire quelques observations sur cette question des délais et aussi sur un autre point concernant l'article que nous examinons.

La proposition du délégué du Mexique est fort intéressante. Néanmoins, elle aurait pour résultat de faire examiner les rapports par le Conseil avec un an de retard, et par l'Assemblée générale avec près de deux ans de retard. A mon avis, l'intérêt que porte le public aux travaux de ce Conseil est en relation étroite avec l'actualité des rapports examinés. Si des retards trop longs se

produisaient, l'opinion publique pourrait se désintéresser quelque peu de nos travaux.

Peut-être pourrait-on trouver une autre solution en augmentant le délai pour la présentation des rapports et en le portant de un mois à six semaines pour certains des membres de ce Conseil; je pense en particulier à ceux d'entre eux qui viennent de plus loin; nous pourrions leur donner un délai de six semaines. Quant aux autres membres, nous pourrions leur soumettre soit des rapports ronéographiés soit des épreuves, ainsi que l'a suggéré le représentant des Etats-Unis. Nous aurions ainsi des rapports relativement récents et nous les aurions rapidement.

Le second point que je désire soulever, Monsieur le Président, concerne l'adjonction d'une phrase à la fin de l'article sur la distribution des rapports. Je voudrais que l'on précise que ces rapports doivent également être expédiés aux différents organes et institutions spécialisées ainsi qu'il est prévu dans l'article 77 que nous avons déjà accepté.

Je ne sais pas, Monsieur le Président, si vous désirez que je présente cet amendement maintenant ou plus tard.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il serait peut-être opportun que nous soyons saisis de toutes les propositions émanant des membres de ce Conseil. Nous pourrions ainsi les examiner afin de prendre une décision après notre habituelle suspension de séance.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : J'ai remis au Secrétariat des copies de ma proposition. Celle-ci est peut-être due au fait que nos amis des institutions spécialisées ont également intérêt à recevoir les rapports et à pouvoir examiner les parties qui les intéressent.

M. GARREAU (France) : Monsieur le Président, je me rallierais volontiers à la proposition fort intéressante du délégué du Mexique, en tenant compte d'ailleurs des objections formulées par le délégué des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé des puissances administrantes dont l'année fiscale correspond à l'année du calendrier, mais pour celles dont l'année fiscale se termine le premier mars, je ne vois pas très bien comment leur rapport, avec les études qui en seraient faites par le Conseil de tutelle, pourraient être soumis en temps voulu, c'est-à-dire dans le délai d'un an, à l'Assemblée générale puisque celle-ci se réunit dans les premiers jours de septembre. Si vous accordez à ces puissances administrantes un délai de quatre mois après l'expiration de l'année fiscale pour envoyer leur rapport au Secrétaire général, celui-ci n'arriverait par conséquent qu'à la fin de juillet, c'est-à-dire un mois avant l'ouverture de l'Assemblée générale. Je ne vois donc pas la possibilité pour le Conseil de tutelle, en ce qui concerne les puissances administrantes dont l'année fiscale se termine le premier mars, de fournir son rapport sur ces territoires à l'Assemblée générale, un an après l'expiration de l'année fiscale. Il y aurait forcément un report d'un an. Autrement dit, le rapport sur l'année 1947 ne pourrait guère être présenté par nous à l'Assemblée générale qu'au cours de l'Assemblée de 1949. Je me permets de vous signaler ce point. A moins d'établir des délais différents pour les puissances administrantes dont l'année fiscale se termine le 31 janvier et pour celles dont l'année se termine le 1er mars, je ne vois pas la possibilité d'établir une règle en vertu de laquelle le Conseil de tutelle fournirait un rapport d'ensemble à l'Assemblée générale sur tous les territoires sous tutelle.

A cet égard précisément, la proposition du délégué du Mexique me paraît intéressante, car elle répond pratiquement à l'objection

que je viens de faire sur les différents délais impartis aux puissances administrantes, selon le terme de leur année fiscale.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai été très intéressé par la discussion qui vient d'avoir lieu et par les suggestions qui ont été faites. Je sens toute la force des observations du délégué de la France, et je pense que le délégué du Mexique l'a également sentie.

Je viens de longuement réfléchir à cette question. Nous pourrions peut-être arriver à une solution de la façon suivante. Nous prendrions comme premier paragraphe la proposition du délégué du Mexique, telle qu'elle se trouve dans l'amendement qu'il nous a soumis. Le second paragraphe pourrait être rédigé ainsi : "Ces rapports de la puissance tutrice seront considérés par le Conseil de tutelle à la première session ordinaire qui suivra dans le mois de la réception de ce rapport". Nous pourrions ajouter une disposition tenant compte des observations présentées par les Représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni et prenant en considération le fait de la très grande distance qui sépare l'Australie et la Nouvelle-Zélande de ce pays.

M. NERVO (Mexique) (interprétation) : Monsieur le Président, je crains que le second paragraphe que vous nous proposez ne puisse pas donner satisfaction aux délégués de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie et qu'il ne réponde pas aux objections qu'ils avaient présentées.

En effet, le mois qui suivra la réception des rapports sera entièrement consacré à la procédure d'envoi de ceux-ci aux différents membres du Conseil de tutelle. Or, il faudra ensuite que les gouvernements intéressés examinent ces rapports et éventuellement, donnent des instructions à leur délégation au Conseil. Je ne vois pas comment toute cette procédure pourrait se dérouler dans le mois qui suivra la réception des rapports par le Secrétaire général.

M. Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : Je ne voudrais pas retarder la clôture de ce débat ni soulever de nouvelles difficultés mais je vous rappellerai toutefois que ce délai ne paraît insuffisant pour tout le monde.

C'est un excellent principe de faire examiner par l'Assemblée les rapports dans l'année qui suit la clôture de l'exercice qu'ils couvrent mais cette procédure est tout à fait irréalisable. Elle pourrait, à la rigueur être adoptée pour les territoires où l'exercice correspond avec l'année du calendrier, mais non dans le cas des territoires sous tutelle de la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Ainsi, par exemple, dans le Samoa occidental, l'exercice fiscal va de mars à mars et il est impossible de soumettre le rapport relatif à ce territoire à l'Assemblée générale qui se réunit au mois de septembre. Ce n'est que 18 mois après la fin de l'exercice couvert par le rapport que celui-ci pourra être examiné par l'Assemblée.

La rapidité est évidemment une chose excellente mais je ne crois pas que, pour aller vite, nous devrions vraiment détruire l'édifice que nous sommes en train d'établir. Je suis de plus en plus convaincu que

le délégué du Mexique a parfaitement raison.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire le vice-président. Nous ne devons pas demander l'impossible car nous obtiendrions des rapports incomplets et inadéquats.

Ma propre suggestion était fondée sur celle du délégué du Royaume-Uni et j'avais compris que des copies ronéotypées auraient pu être envoyées à la fin du mois de mars afin de permettre de gagner un mois, le rapport final pouvant être ainsi présenté vers le 1er mai.

Si la proposition du délégué du Mexique était praticable, ma suggestion serait de l'adopter mais en réduisant - afin de nous permettre de gagner du temps - le délai de trois mois qu'il a indiqué à deux mois ou à un mois, si, bien entendu, la proposition du délégué du Royaume-Uni est praticable et n'est pas trop stricte pour les autorités tutrices. Dans ce cas, le délégué du Mexique devrait être prêt - et j'espère qu'il le sera - à accepter que l'on ne mentionne pas dans sa proposition que ces rapports doivent être considérés dans l'année afin de tenir compte de l'observation présentée par le délégué de la France.

Le second paragraphe de notre article pourrait donc se lire de la manière suivante : " Ces rapports de la puissance tutrice seront examinés par le Conseil de tutelle à la première session ordinaire qui suivra dans les deux mois de la réception des rapports ".

Et nous ajouterions ensuite la suggestion du délégué du Royaume-Uni.

Bien entendu, je ne prends pas parti, encore une fois, dans cette discussion et je demande simplement que nous aboutissions à une solution pratique.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (interprétation): Lorsque j'ai déclaré que l'examen des rapports devrait avoir lieu dans l'année qui suit celle à laquelle ils se réfèrent, je pensais à l'examen par le Conseil de tutelle et non par l'Assemblée générale.

De plus, ce délai d'un an que j'impartissais à l'examen du rapport était censé, dans mon esprit, être le même pour tous, quelle que soit la date de clôture de leur exercice, qu'il s'agisse de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande ou de n'importe quel autre pays.

Quant à la proposition que vous faites de réduire de trois à deux mois le délai que j'ai proposé dans le second paragraphe de mon texte, je suis tout à fait d'accord sur n'importe quel délai que le Conseil de tutelle estimera suffisant pour permettre aux Gouvernements Membres d'étudier les rapports.

M. RYCKMANS (Belgique): On hésite pour fixer à un, deux ou trois mois le temps nécessaire aux Membres du Conseil de tutelle pour examiner les observations ou les instructions qu'ils auront à transmettre à leurs représentants, à propos de l'examen des rapports.

Je demande au représentant du Royaume-Uni combien de temps, dans sa proposition ou dans l'essai qu'il fait de vouloir envoyer un exemplaire retétypé vers le 30 mars, il réserve au Secrétaire d'Etat pour les colonies et au Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères du Royaume-Uni qui, malgré tout, eux, se rendent responsables de la signature du rapport qu'ils transmettent au Conseil de tutelle. Combien de temps leur accorde-t-il si les membres du Conseil de tutelle doivent avoir un, deux ou trois mois? Combien de temps les autorités responsables de la puissance administrante doivent-elles

avoir entre le moment où elles reçoivent des autorités locales les éléments du rapport et le moment où elles prennent la responsabilité en le signant ou en l'envoyant au Secrétaire général des Nations Unies?

Je vous demande de tenir compte de cela et de rester proportionnés dans les délais que vous accordez aux diverses autorités en question.

M. GARREAU (Franco): Le délai de quatre mois qui serait accordé aux administrations pour rédiger leur rapport me paraît un minimum, car, non seulement les rapports doivent être établis avec toutes les difficultés qui vous ont été signalées par le délégué de la Belgique et celui du Royaume-Uni, mais, pour nous, par exemple, sont envoyés à Paris et doivent être examinés par le Ministre des Colonies et le Ministre des Affaires étrangères avant d'être adressés au Secrétaire général.

Par conséquent, ce délai de quatre mois est certainement un minimum et l'expérience de la Commission des Mandats a montré qu'il était la plupart du temps insuffisant. Le délai réel nécessaire était de quatre mois et demi et il arrivait souvent des retards qui n'étaient pas dus à l'inertie des administrations responsables, mais parce que, pratiquement, il était impossible, même dans ce délai de quatre mois et demi, de compléter un rapport, car sur des territoires très étendus, où les communications sont encore assez lentes, beaucoup d'éléments indispensables à l'établissement du rapport ne peuvent parvenir que plusieurs semaines après l'expiration de l'année fiscale.

Par conséquent, il me paraît tout à fait impossible de prévoir un délai inférieur à quatre mois.

Quant à la suggestion du délégué du Royaume-Uni sur l'envoi de rapports ronéotypés qui pourraient être adressés avant les rapports imprimés, je comprends, pour ma part, que cet envoi ne pourrait être fait, en tout cas, qu'à l'expiration du délai de quatre mois minimum, c'est-à-dire que ce rapport ronéotypé pourrait être envoyé plus

rapidement que le rapport imprimé et que l'on gagnerait peut-être ainsi quinze jours, mais je ne crois pas que, pratiquement, cette suggestion puisse faire gagner beaucoup de temps. De toute manière, je ne vois pas la possibilité d'envoyer un rapport, soit ronéotypé, soit imprimé, avant quatre mois.



LE PRESIDENT (interprétation) : A mon avis, le délégué des Etats-Unis a raison sauf sur un point. Je ne pense pas que la solution de la discussion de cet article dépende de celle de l'article 1er visant les dates auxquelles le Conseil se réunira ; à mon avis, c'est plutôt le contraire.

La date de nos réunions ne dépend pas des délais que nous fixerons aux Puissances tutrices suivant le calendrier ordinaire - étant donné qu'elles sont en majorité - pour l'envoi de ces rapports ni du temps dont nous aurons besoin pour les considérer. C'est une question pratique que nous espérons résoudre ici.

Je vous propose maintenant de suspendre la séance jusqu'à 4 H. 30 ; à ce moment, nous pourrions alors trouver une réponse favorable au problème dont nous sommes saisis ; dans ce cas, nous transmettrons la réponse au comité de rédaction, sinon, nous remettrons l'étude de cette question à plus tard, c'est à dire au moment où nous examinerons d'autres questions.

(La séance, interrompue à 16 heures, est reprise à 16 heures 45).

Article (36) 79 - (Suite de la discussion):

Le PRESIDENT (interprétation): Au cours de la suspension de séance, j'ai parlé avec certains délégués du texte qui vous a été distribué. Toutes les puissances tutrices, dont les rapports devront être fondés sur l'année du calendrier ordinaire, se sont déclarées d'accord pour estimer que cette suggestion était pratique. Il en résulte que les puissances tutrices qui ont le calendrier ordinaire, devront présenter leur rapport le 1er mai, de façon que celui-ci puisse être étudié par le Conseil le 15 juin. Cela revient à dire que la session du Conseil s'ouvrira environ le 15 juin. Je ne pense pas qu'il soit bon de fixer notre session à une date ultérieure, nos rapports devant être soumis en temps utile à l'Assemblée générale qui, elle, commence ses travaux dans les premiers jours de septembre.

Je ne puis dire dès à présent si la solution qui nous est proposée est pratique; pour avoir une opinion à ce sujet, nous devons attendre de l'avoir mise en pratique pendant un certain temps. Si, plus tard, nous y trouvons des inconvénients, rien ne nous empêchera de réétudier la question et d'introduire une modification au texte.

Pour le moment, permettez-moi de vous lire la proposition qui nous est soumise:

"Le rapport annuel préparé par chaque autorité administrative
"sur la base du questionnaire établi par le Conseil de tutelle
"sera soumis au Secrétaire général dans les quatre mois qui
"suivent la clôture de l'exercice auquel il se réfère.

"Chaque rapport d'une autorité chargée de l'administration
"sera étudié par le Conseil de tutelle à la première session
"ordinaire qui suivra l'expiration d'un délai de six semaines à
"dater de la réception de ce rapport par le Secrétaire général."

Je vous rappelle que d'autres suggestions ont été présentées au Conseil. Selon la procédure parlementaire, je devrais mettre aux voix ces différentes propositions. Je pense, cependant, que vous accepterez de ne pas tenir compte des autres propositions et de prendre comme base de discussion le texte que je viens de vous lire. En effet, tous les délégués auxquels j'ai eu l'occasion de parler durant la suspension de séance, ont déclaré qu'ils accepteraient provisoirement ce texte.

La délégation des Etats-Unis a toutefois soumis une proposition un peu différente, de sorte que nous devons l'examiner. Après la discussion qui va s'instituer sur le texte dont je viens de vous donner lecture, nous pourrions étudier la proposition de la délégation des Etats-Unis et savoir si l'on veut, à la fin du premier paragraphe, ajouter le texte de la délégation des Etats-Unis, texte qui est rédigé comme suit:

"Le Secrétaire général (II) communiquera promptement des
"exemplaires aux membres du Conseil de tutelle et à tous les
"autres organismes et institutions spécialisés auxquels le
"Conseil de tutelle a décidé, conformément à l'article 77 ci-
"dessus, de demander des observations sur les chapitres de ce
"questionnaire qui les intéressent respectivement."

J'ouvre la discussion maintenant sur le premier texte dont je viens de vous donner lecture.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, la question que je désire soulever est, à vrai dire, d'importance secondaire et elle n'a pas trait à la procédure que vous suggérez. D'après celle-ci et d'après les évaluations que vous avez présentées, nos réunions se tiendraient en juin et novembre. Il me semble que les mois de juin et de novembre ne sont séparés que par cinq mois. En réalité, c'est de mai et de novembre qu'il devrait s'agir.

Si c'est bien le cas, il se présente une difficulté au sujet des rapports soumis par les autorités tutrices dont l'exercice coïncide avec l'année légale. Quatre mois accordés conduisent jusqu'en avril. Six semaines accordées pour l'étude de ces documents nous conduisent trop tard pour qu'il soit possible d'étudier ces rapports à notre première session annuelle.

Par conséquent, cela revient à renvoyer la question à une session ultérieure, ce qui, pratiquement, permet à une année de s'écouler entre la confection et l'étude du rapport.

La question repose sur le fait de savoir si j'ai raison, en supposant que, si nous voulons avoir notre seconde session en novembre, il faut que la première ait lieu en mai.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je pense que le délégué de l'Irak n'a pas très bien compris ce que je voulais dire. Peut-être n'ai-je pas été suffisamment clair. L'intention de la formule qui est devant vous est la suivante et je rappelle qu'elle repose sur le calendrier ordinaire. Le rapport doit être soumis dans les quatre mois qui suivent, avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant le 30 avril. Dans les semaines qui suivront, ce rapport sera distribué par le Secrétaire général aux membres du Conseil de tutelle, c'est-à-dire avant le 15 juin.

Notre session s'ouvrira donc le 15 juin. Nous pourrions étudier les rapports communiqués. Notre propre rapport sera communiqué à l'Assemblée générale en temps utile pour que celle-ci l'examine en septembre, à sa session annuelle.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, c'était précisément ce que je voulais dire. Je pense avoir bien compris la question. Ce qui me paraît étrange c'est que, si nous nous réunissons deux fois par an et si un intervalle de six mois doit s'écouler entre les deux sessions, nous ne pouvons pas nous réunir en juin si la deuxième session de l'année doit être en novembre; nous devons nous réunir en mai. Dans ce cas là, les six semaines/^{nécessaires} à l'étude du rapport ne pourraient pas nous être accordées, à moins qu'on ne décide de déséquilibrer nos sessions de telle manière que les intervalles ne soient plus de six mois et de six mois, mais soient de sept mois et de cinq mois.

C'est l'idée à laquelle revient votre proposition.

LE PRESIDENT (interprétation) : Peut-être l'erreur du délégué de l'Irak vient-elle de ce qu'il n'a pas bien saisi la portée de l'article 1er qui fixe les époques auxquelles notre Conseil se réunit.

Aux termes de cet article 1er, le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire, mais l'article n'indique pas les intervalles qui doivent séparer ces deux sessions. Il ne s'agit pas du tout de sessions tous les six mois. L'intervalle peut aussi bien être de quatre mois.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Il n'y a pas de difficulté si l'on admet que nos sessions puissent avoir lieu sur la base de sept mois puis de cinq mois d'intervalle.

Je pensais, sans raison particulière pour cela, qu'on voulait avoir une coupure régulière de six mois.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je soulève une question d'ordre à propos de cet amendement américain. Je propose de le considérer, mais de ne voter pour le moment que sur la proposition et de reprendre cet amendement américain seulement lorsque nous examinerons les rapports avec les institutions spécialisées.

Il est, en effet, possible que nous décidions qu'on doit communiquer le rapport non seulement aux Institutions spécialisées qui ont été consultées sur l'établissement du questionnaire, mais même à toutes les autres.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ceci satisfait-il le représentant des Etats-Unis ?

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Je suis d'accord à cet égard, Monsieur le Président, je pense que le délégué de la Belgique se réfère à l'article 107. J'accepte que mon amendement soit présenté au moment où nous discuterons cet article.

M. GARREAU (France) : Je n'ai rien à dire pour l'instant, puisque la discussion sur ce sujet aura lieu plus tard.

(LE Président donne lecture de l'article (36) 79, d'après la formule du projet.)

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous allons pouvoir passer au vote sur cet article.

Je donne la parole au Représentant du Mexique.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (interprétation) : Puisque le délégué des Etats-Unis a accepté que l'examen de son amendement soit renvoyé jusqu'au moment où nous étudierons l'article 107 de notre Règlement, il serait peut-être bon d'ajouter dans le texte que nous allons voter le paragraphe contenu dans la proposition du délégué de la Belgique et qui indique que "le Secrétaire-général transmettra ces rapports sans délai aux membres du Conseil de tutelle. Cette phrase pourrait être insérée sans difficulté à la fin du texte que nous avons sous les yeux.

M. LIU CHIEH (Chine) (interprétation) : Monsieur le Président, pourrais-je avoir une explication complémentaire ?

Supposons que l'expiration de cette période de six semaines

tombe exactement durant le cours d'une de nos sessions. Serait-il possible, dans ce cas, d'étudier le rapport au cours de cette même session ?

LE PRESIDENT (interprétation) : A mon avis, c'est là une question à laquelle le Conseil de tutelle devrait répondre lui-même au moment où le cas se présenterait. Je ne pense pas qu'elle doive être traitée dans notre Règlement intérieur.

M. LIU CHIEH (Chine) (interprétation) : Je voulais simplement être certain qu'une interprétation trop littérale de l'article que nous allons voter n'empêcherait pas éventuellement le Conseil de considérer une telle éventualité.

LE PRESIDENT (interpretation) : Le Conseil de tutelle, dans un cas semblable, serait parfaitement compétent pour décider de cette question.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur une possibilité pratique tout à fait vraisemblable. Que se passera-t-il dans le cas d'un rapport arrivant deux ou trois semaines en retard ? Il manquera complètement la session et devra attendre un délai voisin d'une année. La question mérite d'être étudiée.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je pense que c'est là une possibilité, mais la chose est inévitable. Du reste, il n'est pas du tout certain que le retard soit d'une année, il sera peut-être de six mois si la session suivante du Conseil a lieu six mois plus tard. Nous ne pouvons pas, en tout cas, prendre en considération, dans une session, des rapports qui ne sont pas encore parvenus.

Nous allons donc voter sur l'amendement proposé par le délégué du Mexique, tendant à ajouter au projet que nous avons devant nous une phrase tirée de la proposition belge et qui est la suivante : "Le Secrétaire général transmettra sans délai ces documents aux membres du Conseil de tutelle".

M. LIU CHIEH (Chine) (Interprétation) : Si on décide d'ajouter cette phrase à propos de la distribution par le Secrétaire général, je pense que le mieux serait peut-être d'ajouter l'amendement des Etats-Unis dans son intégralité, car, au fond, il est encore plus complet.

M. RYCKMANS (Belgique) : Ma proposition tendait à faire insérer la phrase que propose le délégué du Mexique et à réserver pour insertion ici, comme le propose le délégué de la Chine, la proposition du délégué des Etats-Unis, parce que, sinon, nous devrions discuter aujourd'hui du point de savoir s'il y a lieu d'envoyer aux Institutions spécialisées qui ont collaboré à l'élaboration du questionnaire ou s'il

n'y a pas lieu de leur envoyer d'office, même si elles n'y ont pas collaboré. La question serait donc insérée à l'article 6, mais après seulement qu'on aurait discuté de l'examen avec des Institutions spécialisées.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je voulais dire exactement la même chose que le représentant de la Belgique.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Si j'ai bien compris le délégué de la Belgique, nous allons donc voter sur l'inclusion de la phrase : "Le Secrétaire général transmettra sans délai ces documents aux membres du Conseil de tutelle", et nous réserverons à plus tard la question de la transmission aux Institutions spécialisées.

M. RYCKMANS (Belgique) : De toute façon, nous savons que le Secrétaire général doit transmettre aux membres du Conseil de tutelle. Cela, je propose de l'insérer comme le suggère le délégué du Mexique. De toute manière, et nous sommes, je pense, d'accord là-dessus, je crois qu'on devra, suivant la proposition du délégué des Etats-Unis, envoyer le rapport aux Institutions spécialisées ayant collaboré à l'établissement du questionnaire. Mais il est bien possible que nous arrivions à la conclusion qu'il faut l'envoyer de toute façon aux Institutions spécialisées, de sorte que je réserverai cette question pour la discussion des rapports avec les Institutions spécialisées. Lorsque nous aurons terminé la discussion sur les rapports avec les Institutions spécialisées, nous ajouterons à cet article ce qu'il y a lieu d'ajouter en ce qui concerne la transmission aux dites Institutions.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Que les membres qui sont d'avis d'inclure dans le projet de texte qu'ils ont devant eux la phrase : "Le Secrétaire général transmettra sans délai ces documents

au Conseil de tutelle", veuillez bien lever la main.

Avis contraire ?

(Il y a 8 voix pour, 1 voix contre).

(La proposition est adoptée; cette phrase sera donc incluse dans le projet de texte).

LE PRESIDENT (Interprétation) : Que ceux qui sont en faveur du projet d'article (36) - 79 - qu'ils ont devant eux, avec l'amendement qui vient d'être voté, veuillez bien lever la main.

Avis contraire ?

(Le projet d'article est adopté par 8 voix; il n'y a pas de voix contre).

Article 80 (Document T/4).

(Le Président donne lecture de l'article (37)- 80 - , page 27 du texte français du document T/4).

LE PRESIDENT (Interprétation) : Il n'y a pas eu de modification de la part du Secrétariat. Je rappelle que le délégué de la Nouvelle-Zélande a remplacé le mot "may" ("peuvent", en français) par "shall", c'est-à-dire que cela devient un futur obligatoire.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Je me demande si le membre de phrase : " afin de faciliter les travaux du Conseil de tutelle " que nous trouvons dans cet article est vraiment nécessaire. Nous avons l'air de nous excuser timidement et j'en ne vois pas la raison d'adopter une attitude si modeste.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je crois, au contraire, que la formule du Secrétariat doit être maintenue. En effet, c'est là une procédure irrégulière. La procédure régulière consiste à envoyer les rapports au Secrétaire général, lequel les transmet aux membres du Conseil de tutelle.

Le Conseil de tutelle, d'une manière tout à fait officieuse - et c'est pour cela que l'on emploie le mot "peuvent" - demande aux Puissances qui administrent de bien vouloir lui faire le plaisir d'envoyer à l'avance aux membres du Conseil de tutelle, avant qu'ils ne reçoivent, par l'intermédiaire du Secrétaire général, le texte officiel du rapport, un exemplaire de celui-ci. Mais officiellement, les communications se font par la voie régulière du Secrétariat général.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : J'appuie entièrement les observations faites par le délégué de la Belgique.

Je voudrais, par ailleurs, soulever la question du nombre des exemplaires qui est indiqué dans cet article. Il y est dit que chaque autorité administrative enverra au Secrétaire général cent exemplaires de son rapport. Le Secrétariat pourrait peut-être nous indiquer le nombre d'exemplaires dont il devrait disposer pour transmettre aux bibliothèques, etc. Un nombre de deux cents exemplaires serait peut-être préférable puisque, de toute façon, ces exemplaires doivent être imprimés. Nous devrions examiner de plus près cette question du nombre d'exemplaires.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (interprétation) : Le nombre de cent copies est un minimum absolu qui nous permettra seulement de fournir les Membres du Conseil de tutelle et le Secrétariat et non d'envoyer des copies à tous les Membres des Nations Unies. De plus, certains Membres du Conseil de tutelle peuvent demander dix ou vingt exemplaires de ce rapport. Nous préférons recevoir deux cents exemplaires du rapport.

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Etant donné la déclaration du Secrétaire général adjoint, nous devrions avoir au moins deux cents exemplaires. Nous devrions, en effet, être en mesure de fournir des copies aux membres du Conseil économique et social et aux Institutions spécialisées.

Je proposerai donc que nous adoptions le chiffre de 200.

M. PAXTON (Royaume-Uni) (interprétation) : Les autorités chargées de l'administration sont obligées de soumettre leurs rapports à l'Assemblée générale et, bien entendu, aux autres organes des Nations Unies et aux Institutions spécialisées. Si les deux cents exemplaires dont il a été question sont destinés à ce but, je ne soulèverai pas d'objection, mais - et je reviens à la question soulevée par le délégué des Etats-Unis - je voudrais savoir si le Secrétariat distribuerait également des exemplaires de ces rapports à des bibliothèques en dehors des Nations Unies. Les autorités chargées de l'administration ne sont pas, à mon avis, obligées de préparer les exemplaires de leurs rapports pour le public, en dehors des Nations Unies.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (interprétation) : Deux cents exemplaires ne nous permettraient pas de faire une distribution au public pas plus d'ailleurs que de servir tous les Membres des Nations Unies, étant donné que nous devrions envoyer plusieurs exemplaires à chacun des Etats Membres. Deux cents exemplaires nous permettraient de fournir les institutions spécialisées et les membres du Conseil de tutelle.

C'est au Conseil de tutelle lui-même à décider si deux cents exemplaires pourraient suffire dans le cas où il jugerait que le rapport doit être distribué à tous les Membres des Nations Unies.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président, si nous voulons faire un travail complet, il faut que nous réglions la question à fond.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations faites par le Secrétaire général adjoint ; il me semble cependant que lorsque le Conseil de tutelle présentera son rapport à l'Assemblée générale il sera nécessaire d'envoyer une copie de ce rapport à tous les Membres de cette Assemblée. A cet effet, il serait bon que dès maintenant, le Secrétaire général nous donne les indications sur le nombre exact de rapports que nécessitera une distribution à tous les Membres de l'Assemblée générale.

Puisque nous discutons cette question il est préférable de la liquider complètement.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (interprétation) : La diffusion pour l'Assemblée générale et pour le public nécessite trois milles exemplaires et si nous avons quatre cents exemplaires à distribuer, nous devrions procéder à une distribution moins libérale et moins généreuse que pour les autres documents. Mais quatre cents exemplaires nous permettraient de servir tous les Membres des Nations Unies.

M. RYCKMANS (Belgique) : Les Puissances chargées d'administration doivent envoyer leur rapport au Secrétaire général des Nations Unies pour le Conseil de tutelle. Qu'on nous demande d'envoyer cent exemplaires, qu'on aille même jusqu'à deux cents exemplaires à la rigueur mais, si on en veut davantage, qu'on suive la procédure régulière, c'est-à-dire envoyer un exemplaire au Secrétaire général et si les Nations Unies désirent diffuser ce document comme un document des Nations Unies, elles pourraient le faire traduire dans les autres langues de travail ; ceci, les Nations Unies peuvent le faire, mais on ne peut pas l'imposer aux Puissances chargées d'administration. Si ces dernières consentent à envoyer deux cents exemplaires, c'est le maximum qu'on puisse leur demander. Si on en veut davantage, qu'on dise à ces Puissances chargées d'administration de n'envoyer qu'un seul exemplaire et le Secrétariat pourrait le faire imprimer.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je vais mettre aux voix les deux suggestions qui nous ont été proposées. D'abord celle du délégué de la Nouvelle-Zélande consistant à remplacer le mot "peuvent" dans l'expression "des exemplaires peuvent être envoyés directement" par le mot "seront" envoyés directement aux Membres.

(Il est procédé au vote à main levée)

(La proposition du délégué de la Nouvelle-Zélande est acceptée).

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de formuler une suggestion qui faciliterait nos débats. Si nous votions sur le chiffre de deux cents, nous ne tiendrions pas compte des suggestions selon lesquelles un nombre plus important d'exemplaires a été demandé.

Je proposerais, par conséquent, que nous votions sur le chiffre de trois cents, étant donné que l'envoi de deux exemplaires à chaque délégation en fait déjà une centaine ; une autre centaine serait réservée

pour le Conseil de tutelle, les institutions spécialisées etc... et il faudrait envisager une centaine d'exemplaires également pour différents besoins. Dans ces conditions, le chiffre de trois cents me paraît assez raisonnable.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le délégué des Etats-Unis désire-t-il que la proposition du représentant de l'Irak soit mise aux voix séparément ou qu'elle soit incorporée à la sienne ?

M. GERIG (Etats-Unis) (interprétation) : Le chiffre de deux cents me paraît plus économique et plus raisonnable alors que celui de trois cents peut paraître excessif à certains délégués.

Je préfère que nous votions sur le chiffre de deux cents. Si toutefois, vous voulez mettre aux voix celui de trois cents, je suis d'accord pour qu'on le vote séparément.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (Interprétation) : Quel que soit le nombre sur lequel nous nous entendrons, il doit être bien compris que le Secrétaire général réservera une partie des exemplaires aux Membres de l'Assemblée.

Considérons le contenu de la Charte. L'article 15 prévoit notamment que l'Assemblée générale reçoit et étudie les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil de sécurité, ainsi que les rapports des autres organes de l'Organisation. L'article 16 stipule que l'Assemblée générale remplit, en ce qui concerne le régime international de tutelle, les fonctions qui lui sont dévolues en vertu des chapitres XII et XIII; lequel chapitre XIII déclare notamment (article 87, a.) que l'Assemblée générale peut, entre autres, examiner les rapports soumis par l'autorité chargée de l'administration.

Il peut donc fort bien s'avérer nécessaire de remettre au moins un exemplaire du rapport à chaque Etat Membre participant à l'Assemblée, afin qu'aucun ne puisse exciper de son ignorance lorsque le rapport vient en discussion devant l'Assemblée.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je retire ma proposition, que j'avais formulée dans le seul but d'aider notre travail.

Je n'ai personnellement aucun intérêt à voir adopter un chiffre plutôt qu'un autre. Ce n'est pas un bon moyen de faciliter les choses que chacun insiste sur son chiffre particulier. Je désirais simplement tenir compte des difficultés et besoins du Secrétariat.

Il me semble, d'une façon générale, qu'il n'y ait que deux manières de régler la question. Ou bien l'autorité chargée de l'administration adresse un exemplaire de son rapport au Secrétaire général, qui le reproduit et diffuse en autant d'exemplaires que bon lui semble. Ou bien, on décide d'économiser le temps et la peine de chacun et l'autorité chargée de l'administration envoie au Secrétaire général le

nombre voulu d'exemplaires; si cette solution est adoptée, il faut de toute évidence connaître le nombre indispensable.

C'est la raison pour laquelle je suggère qu'il soit tenu compte de la proposition du Secrétariat. Sinon, il devient inutile de demander l'envoi d'un nombre important d'exemplaires et ^{de}demander ensuite au Secrétariat, si ce nombre se révèle insuffisant, de faire réimprimer le rapport; ce serait assumer les frais et les travaux d'impression de deux côtés, autrement dit du gaspillage.

Je le répète : ou bien le rapport est adressé en un exemplaire; ou bien il est adressé en nombre suffisant. Il est superflu de s'étendre à perte de vue sur un problème aussi mince.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (Interprétation) : Dans ma déclaration précédente, j'ai omis de mentionner l'article 88 de la Charte qui prévoit l'obligation pour l'autorité chargée de l'administration de présenter à l'Assemblée générale un rapport annuel fondé sur le questionnaire.

M. GARREAU (France) : Le délégué de la Belgique avait raison, tout à l'heure, de dire que les administrations des pays sous tutelle sont tenues d'envoyer leur rapport; en somme, un rapport.

Mais il est évident que si ce rapport devait être reproduit ensuite par le Secrétariat général dans les deux langues, nous n'aurions plus le temps d'étudier les rapports, qui doivent parvenir six semaines avant la session.

Puisque le Secrétaire général adjoint a indiqué qu'il faudrait 400 exemplaires pour assurer une diffusion convenable parmi les Membres de l'Assemblée, ceux du Conseil, ainsi que parmi les organes faisant partie des Nations Unies, je ne verrais, pour ma part, pas d'inconvénient à ce que satisfaction soit donnée au Secrétaire général et que soit adopté le chiffre de 400 exemplaires. Il est bien entendu (je

parle pour ce qui regarde les territoires sous tutelle de la France) qu'il s'agit d'une facilité accordée par les administrations des territoires sous tutelle.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je mets tout d'abord aux voix l'amendement s'écartant le plus du texte original, c'est-à-dire la proposition qui vient d'être faite par le délégué de la France tendant à remplacer le chiffre de 100 par celui de 400 et à dire : fournir 400 exemplaires.

(L'amendement présenté par la délégation française est adopté par quatre voix contre trois).

LE PRESIDENT (Interprétation) : Etant donné le vote qui vient d'avoir lieu, l'amendement soumis par le délégué des Etats-Unis ne sera pas mis aux voix.

M. GARREAU (France) : Je ne veux [^] pas revenir sur un vote émis il y a un instant à l'égard de la proposition du délégué de la Nouvelle-Zélande. Toutefois, je dois rappeler au Conseil que les administrations des pays sous tutelle ne connaissent que le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale, non pas les membres du Conseil individuellement. Je crains que le Conseil de tutelle, en adoptant la modification proposée par le délégué de Nouvelle-Zélande, n'ait outrepassé ses droits. Nous ne pouvons pas obliger les administrations des pays sous tutelle à connaître individuellement les membres qui composent ce Conseil.

Ceci dit, je ne voyais bien entendu aucun inconvénient pratique à ce que la proposition soit adoptée; il n'est pas douteux qu'il aurait suffi d'inviter les autorités des pays sous tutelle à adresser directement aux membres du Conseil les exemplaires de leurs rapports,

afin de faciliter les travaux du Conseil; il est évident que ces administrations se seraient fait un plaisir de faciliter notre tâche.

Mais faire une obligation de correspondre directement avec chacun des membres du Conseil me paraît assez étrange; en tout cas, cela outrepasserait certainement les droits du Conseil de tutelle.

Pour répondre à la demande du délégué de l'Irak, je regrette de ne pouvoir être d'accord avec lui puisque, précisément, nous ne pourrions demander aux administrations des pays sous tutelle de bien vouloir envoyer des exemplaires directement à chaque membre du Conseil. Nous ne pouvons leur demander que de faciliter notre travail. Cela ne peut être une obligation.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Monsieur le Président si cette phrase implique simplement une obligeance de la part des autorités chargées de l'administration, je n'insiste pas. Je me range volontiers au point de vue du représentant de la France; il devient inutile de mettre ma proposition aux voix.

M. RYCKMANS (Belgique) : J'ai peur que la logique n'ait de exigences. Une fois qu'on a voté que le Conseil estime avoir le droit d'imposer, aux puissances chargées de l'administration, l'obligation d'envoyer des documents directement aux Etats Membres et peut-être même aux représentants des Etats Membres, il faut être logique et il ne faut pas, comme l'a dit tout à l'heure le représentant de l'Irak, avoir l'air de s'excuser du motif pour lequel on impose une obligation.

Moi, bien entendu, je voterai contre parce que j'ai voté contre le remplacement du mot "may" par le mot "shall". Vous qui avez voté pour le remplacement du mot "may" par le mot "shall", vous devez voter pour la suppression de cette mention, sinon ce serait ridicule.

LE PRESIDENT (interprétation) : La proposition du délégué de l'Irak a été retirée. A moins que quelqu'un ne la reprenne à son compte, il ne peut y avoir de vote.

Nous devons maintenant voter sur l'ensemble de la règle. Je demande au représentant de la France s'il désire que nous reconsidérior cette question ou si nous devons voter sur le texte tel qu'il est actuellement.

M. GARREAU (France) : Je n'ai pas demandé qu'on revint sur le vote; je l'ai dit au début de mon intervention. Je laisse à votre appréciation et surtout à celle du délégué de la Nouvelle-Zélande l'honneur de cette question que vous me posez; je vous laisse le soin de v

s'il n'y aurait pas lieu de reprendre l'ensemble de l'article. Pour part, je considère qu'un vote a été émis:

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous devons voter sur l'article 80 qui est ainsi rédigé : "Chaque autorité administrative adresse au Secrétaire général quatre cents exemplaires du rapport. Afin de faciliter les travaux du Conseil de tutelle, des exemplaires seront en même temps envoyés directement aux membres".

Je consulte le Conseil sur le renvoi de ce texte au Comité de rédaction, car je pense que certaines améliorations peuvent être apportées à ce texte.

(Le vote a lieu. Deux délégués se prononcent en faveur du renvoi...).

LE PRESIDENT (interprétation) : Que ceux qui sont en faveur de l'adoption de cette règle dans la forme où elle vient d'être lue veuillent lever la main droite.

J'espère qu'il y a quelque confusion.

Si l'article 80 vous convient, il serait bon de le renvoyer au Comité de rédaction pour y apporter tels changements de rédaction qu'il on pourrait trouver nécessaires.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation) : Je me demande pourquoi cet article devrait être renvoyé au Comité de rédaction. Il me semble que nous l'avons discuté à fond. Je n'y vois plus rien à reprendre. vote a été émis à son égard.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ce que j'ai proposé est conforme à la suggestion faite par le délégué de la France.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation) : J demande une minute d'indulgence. Je voterai en faveur du renvoi de ce article devant le Comité de rédaction, non pas parce que je crois qu' n'est pas bon dans sa rédaction actuelle, mais uniquement par courtoisie envers notre collègue français qui a des doutes au sujet de cet article.

LE PRESIDENT (interprétation) : Que ceux qui sont en faveur de ce texte tel qu'il est maintenant amendé veuillent lever la main droite.

Avis contraire.

Il y a 7 voix pour renvoyer cet article au Comité de rédaction
Il n'y a pas de voix contre.

Notre vote vaut acceptation de cette règle, en principe, telle qu'elle a été amendée.

Quoique nous n'ayons pris de décision que sur deux articles, j pense que nous avons fourni un travail considérable.

Demain matin à 10 heures 30, le Comité sur les questionnaires se réunira salle n° 13. Réunion du Conseil de tutelle demain à 14 he-

(La séance est levée à 18 heures).